Avons pris le décret-loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — La convention internationale du travail n° 90, concernant le travail de nuit des enfants dans l'industrie, révisée en 1948, est ratifiée et recevra pleine et entière application en vertu des dispositions qui y sont contenues.

ART. 2. — Les Secrétaires d'Etat à la Présidence, aux Affaires Etrangères, à l'Industrie et aux Transports et à la Santé Publique et aux Affaires Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret-loi qui sera publié au *Journal Officiel de la République Tunisienne*.

Fait à Tunis, le 22 mars 1961 (6 chaoual 1380).

Le Président de la République Tunisienne,

HABIB BOURGUIBA.

Décret-loi N° 61-9 du 22 mars 1961 (6 chaoual 1380), modifiant le décret du 25 février 1954 (21 djoumada II 1373), portant création de l'Office de l'Enfida.

Nous, Habib Bourguiba, Président de la République Tunisienne,

Vu l'article 31 de la Constitution;

Vu le décret du 25 février 1954 (21 djoumada II 1373), portant création de l'Office de l'Enfida, tel qu'il a été modifié par la loi N° 59-61 du 11 juin 1959 (4 doul hidja 1378);

Vu l'avis des Secrétaires d'Etat à la Présidence, à l'Intérieur et à l'Agriculture,

Avons pris le décret-loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 3 et 6 du décret susvisé du 25 février 1954 (21 djoumada II 1373), tel qu'il a été modifié par la loi N° 59-61 du 11 juin 1959 (4 doul hidja 1378), sont modifiés ainsi qu'il suit :

Article 3 (nouveau). — « L'Office est administré par un Conseil d'Administration comprenant :

- Le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture, Président;
- Le Gouverneur de Sousse, Vice-Président;
- Deux représentants du Secrétariat d'Etat au Plan et aux Finances, membres.

Le Président du Conseil d'Administration peut convoquer, outre les membres du Conseil d'Administration, toute autre personne qu'il jugerait utile.

Le Vice-Président remplace le Président en cas d'absence ou d'empêchement.

Le secrétariat du Conseil d'Administration est assuré par le Directeur de l'Office qui assiste aux séances avec voix délibérative ».

Article 6 (nouveau). — « Le Directeur est assisté par un Comité de Direction comprenant :

- Deux représentants du Secrétariat d'Etat au Plan et aux Finances;
- Un représentant du Secrétariat d'Etat aux Travaux Publics et à l'Habitat;
- Deux représentants du Secrétariat d'Etat à l'Agriculture;

- Un représentant du Gouverneur de Sousse;
- Un représentant de l'Organisation Nationale intéressée.

Il consulte le Comité sur les questions relatives aux missions définies à l'article 2 ci-dessus.

Le Directeur peut, d'autre part, faire appel à toute personne qu'il jugerait utile ».

ART. 2. — Les Secrétaires d'Etat à la Présidence, à l'Intérieur et à l'Agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret-loi qui sera publié au *Journal Officiel de la République Tunisienne*.

Fait à Tunis, le 22 mars 1961 (6 chaoual 1380).

Le Président de la République Tunisienne,

HABIB BOURGUIBA.

DECRETS ET ARRETES

SECRETARIAT D'ETAT A LA PRESIDENCE

CHEF DE SERVICE

Par décret N° 61-129 du 22 mars 1961 (6 chaoual 1380) :

M. Hédi Chenoufi, Administrateur du Gouvernement, est chargé des fonctions de Chef du Service Central au Secrétariat d'Etat à la Présidence, à compter du 1^{er} janvier 1961.

SECRETARIAT D'ETAT A LA DEFENSE NATIONALE

OFFICIER

Par arrêté du Secrétaire d'Etat à la Défense Nationale du 6 mars 1961 (19 ramadan 1380) :

Est nommé au grade de sous-lieutenant, à compter du 1^{er} mars 1961, l'aspirant Rachid ben Mohamed ben Mahmoud Sahnoun.

SECRETARIAT D'ETAT A LA JUSTICE

MAGISTRATS

Par décret N° 61-126 du 21 mars 1961 (5 chaoual 1380) :

Les Magistrats dont les noms suivent sont nommés aux emplois ci-après :

M. Ismail El Ayari, Juge d'Instruction au Tribunal de Première Instance de Tunis, Juge au dit Tribunal.

M. Abderrahman Chekioua, Substitut du Procureur de la République au Tribunal de Première Instance de Tunis, Juge d'Instruction au dit Tribunal.

M. Abdelaziz Hamzaoui, Juge Cantonal à Bizerte, Substitut du Procureur de la République au Tribunal de Première Instance de Tunis.